

TROP DE PRÉCIPITATION DE LA BANQUE MONDIALE POUR RELANCER LE FINANCEMENT DES PALMERAIES À HUILE

10 mai 2010

Un consortium rassemblant plus d'une centaine de peuples autochtones, des petits propriétaires et des organisations non gouvernementales, a appelé la Banque mondiale à réfléchir avant de se précipiter dans la reprise du financement de palmeraies à huile. Dans une déclaration soigneusement rédigée, soumise à l'International Finance Corporation (IFC – Société financière internationale) chargée du secteur privé de la Banque, lors d'une consultation publique à Djakarta, le consortium affirme que des réformes doivent intervenir avant le redémarrage d'un investissement global. *Sans des réformes d'ensemble, investir plus d'argent dans le développement des palmeraies à huile ne conduirait qu'à d'autres accaparements de terres, à plus de violations des droits de l'homme, à la destruction rampante de forêts et à des émissions massives de gaz à effet de serre*, a déclaré Norman Jiwan de l'ONG indonésienne Sawit Watch.

La consultation s'est effectuée après que le Président de la Banque, Robert Zoellick, ait gelé tout financement mondial de palmeraies en attendant qu'une nouvelle stratégie soit adoptée. Il a prononcé cet engagement en réponse aux critiques des ONG indonésiennes, d'ONG internationales et d'organisations autochtones qui ont sorti un terrible rapport d'audit établi par le propre médiateur et conseiller pour les négociations de l'IFC. Justifiant les inquiétudes des ONG, l'audit a montré qu'en finançant la plus grande entreprise de commercialisation d'huile de palme, le Groupe Wilmar, l'IFC a violé les règles de précautions et permis que des considérations financières passent par-dessus le souci des questions sociales et environnementales.

Pour empêcher d'autres graves dommages, notamment à Sarawak et en Indonésie, les plus grandes réformes sont nécessaires, comprenant celles de la tenure foncière, la reconnaissance des droits des peuples autochtones, l'arrêt de l'accaparement de terres et l'interdiction du défrichage des forêts et des tourbières a déclaré Marcus Colchester du Forest People Programme.

La clôture précipitée du processus de consultation ne permettra pas de tenir compte des discussions ni, à la Banque mondiale dans son ensemble, de développer une approche globale.

Les lois et les procédures actuelles nous désavantagent, nous, autochtones et petits propriétaires, a déclaré Norsianus, secrétaire général du Syndicat indépendant des petits propriétaires de palmeraies de Sanggau dans l'ouest de Kalimantan (Bornéo). *Avant que la banque ne reprenne des investissements à grande échelle, il est nécessaire de prendre autrement en considération les petits propriétaires. Ceci exige beaucoup plus de larges discussions.*

Le consortium a appelé l'IFC à consacrer plus de temps à des discussions approfondies sur la stratégie à venir et sur l'implication de l'ensemble du groupe de la Banque mondiale.

Pour plus d'informations contacter Marcus Colchester : marcus@forestpeoples.org

